

MERCK CANADA INC.

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Merck Canada félicite le gouvernement fédéral de n'avoir jamais relâché ses efforts en vue d'assurer la croissance économique et la prospérité, surtout quand on connaît la conjoncture économique mondiale redoutable de ces dernières années. En sa qualité d'entreprise de solutions de santé novatrices, Merck est bien placée pour contribuer à ces objectifs. Pour que nous puissions mener des recherches et établir des partenariats avec d'autres institutions et entreprises canadiennes, il faut créer un contexte qui favorise la mise au point opportune, la commercialisation et l'adoption de nouveaux produits et services dans le système de soins de santé au profit de tous les Canadiens. Les projets visant à élargir le libre-échange revêtent une importance névralgique pour la prospérité à long terme du Canada car ils nous offrent la chance d'harmoniser notre conjoncture commerciale avec celle de nos principaux partenaires commerciaux. Lorsque les règles du jeu sont uniformes, le Canada peut livrer concurrence et l'emporter sur tout autre pays. Pour maximiser notre contribution à la croissance économique et à la prospérité futures du Canada, Merck recommande au gouvernement les mesures prioritaires suivantes pour réaliser son programme de relance et de croissance.

Propriété intellectuelle – Le Canada doit faire en sorte que son régime de propriété intellectuelle soit à la hauteur des normes mondiales grâce aux négociations en cours sur un accord économique et commercial global (AECG) avec l'Europe, notamment un droit d'appel efficace pour les innovateurs dans les conflits sur les brevets, l'harmonisation des niveaux de protection des données pendant 10 ans et l'adoption d'un système de rétablissement de la durée des brevets. Ce sont là les principaux obstacles qui empêchent le Canada d'avoir sa part équitable des investissements sur l'échiquier mondial.

Financement des vaccins – Les vaccins sont un investissement rentable avéré dans la santé de tous les Canadiens – un facteur important qui garantit les résultats économiques et la participation au marché du travail. Il n'en reste pas moins que des lacunes de financement persistent, ce qui se traduit par des occasions manquées d'améliorer les résultats en matière de santé pour tous les Canadiens. Un instrument permanent de 100 millions de dollars par an pour les vaccins recommandés par le CCNI (Comité consultatif national de l'immunisation) s'impose et celui-ci doit miser sur le leadership et l'engagement fédéral préalables à l'égard de la médecine préventive.

Assurer la modernisation de la réglementation – Merck appuie sans réserve la réalisation ininterrompue du plan d'action du gouvernement sur la modernisation de la réglementation, en particulier en ce qui a trait aux produits thérapeutiques. Le régime de réglementation du Canada est un élément clé de l'industrie des sciences de la vie afin de commercialiser nos produits novateurs. La *Loi sur les aliments et drogues* et les règlements qui s'y rapportent doivent faciliter l'examen efficace en temps opportun des médicaments et des vaccins afin de refléter les pratiques exemplaires à l'échelle mondiale.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Merck est un chef de file de l'« écosystème » des sciences de la vie du Canada, lequel a une empreinte de plus de 40 000 emplois éminemment qualifiés fondés sur le savoir. Cela englobe des liens puissants et de plus en plus nombreux avec les établissements universitaires et autres instituts de recherche, les jeunes entreprises de biotechnologie, les organismes de recherche à contrat, les fondations et d'autres sources de capitaux et d'ingéniosité médicale. Notre secteur est parmi les secteurs à plus forte intensité de recherche au Canada, et il est doté de la capacité exceptionnelle de relier les sciences novatrices à l'amélioration des effets bénéfiques sur la santé. Notre contribution financière et économique est attestée avec éloquence lorsque les résultats de nos recherches sont mis à disposition et utilisés comme il se doit par ceux qui en bénéficient vraiment. En même temps, le modèle commercial fondamental de notre secteur continue d'évoluer. De plus en plus, des entreprises comme Merck vont chercher à l'extérieur des investissements et des partenariats afin de concevoir et de commercialiser de nouveaux produits novateurs. Par exemple, Merck a été fière d'annoncer des investissements se chiffrant à 40 millions de dollars dans de nouveaux fonds de capital-risque au Québec seulement depuis 12 mois. Ces investissements appuieront directement l'esprit d'entrepreneuriat et la création d'emplois dans le secteur de grande valeur des sciences de la vie. Merck et d'autres membres du secteur national des sciences de la vie s'évertuent chaque jour à trouver des investissements pour le Canada. La concurrence est farouche et ne cesse de prendre de l'ampleur à mesure que d'autres pays élaborent et mettent en œuvre des stratégies agressives de développement économique fondé sur les sciences de la vie. À l'échelle mondiale, le Canada représente plus de 2 % des ventes du secteur, mais il n'attire qu'environ 1 % des investissements dans la R-D. Pour garantir au Canada sa juste part de ces mandats cruciaux de recherche, il existe un certain nombre de possibilités au chapitre des politiques publiques pour renforcer l'environnement commercial et appuyer d'autres investissements et la création d'emplois. En particulier, l'amélioration de la propriété intellectuelle, le financement des vaccins recommandés par le CCNI et la poursuite de la modernisation de la réglementation (comme nous l'avons vu dans notre réponse à la question 1) apporteront tous une contribution concrète à la compétitivité du Canada sur la scène mondiale. Pour ce qui est du commerce international, le gouvernement doit poursuivre avec dynamisme son plan d'action mondial sur le commerce, en concluant un accord AECG avec l'Europe le plus vite possible, lequel devra comporter des dispositions améliorées sur la propriété intellectuelle. Le pays doit adopter une approche tout aussi favorable à l'innovation au sein du Partenariat transpacifique (PTP) et dans le cadre des autres négociations bilatérales à l'avenir.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Il n'y a pas un secteur du gouvernement ou des politiques publiques où les défis que présentent les bouleversements démographiques soient plus manifestes que dans les soins de santé. Les Canadiens restent fiers, et à juste titre, de leur système de soins de santé et de sa capacité à répondre aux besoins médicaux et à avoir des effets de qualité supérieure sur la santé des individus et des populations. Les Canadiens s'attendent également à ce que tous les éléments du système s'imbriquent les uns dans les autres pour assurer sa durabilité authentique : des soins accessibles de qualité supérieure grâce à

l'utilisation optimale des ressources. En même temps, il y a des chances pour que les pressions sur les ressources de santé augmentent à mesure que la population vieillit. Les médicaments et les vaccins novateurs de Merck et d'autres entreprises de pointe dans le secteur des sciences de la vie nous permettent de mieux gérer et de prévenir les maladies chroniques, notamment chez les personnes âgées qui sont souvent victimes de ces états pathologiques de manière disproportionnée. Par exemple, un Canadien sur trois développera un zona durant sa vie et 50 % des cas surviennent chez les gens qui ont plus de 50 ans. Pour un certain nombre de maladies et d'états pathologiques, il existe des solutions et des technologies efficaces. Il faut accorder la priorité aux investissements qui allègent le fardeau des maladies sur le système de soins de santé dès aujourd'hui et à l'avenir afin d'assurer la stabilité à long terme et la qualité du système. Le gouvernement fédéral a la chance unique d'exercer un leadership dans le soutien des vaccins. La valeur des vaccins est largement reconnue et est au cœur des politiques de santé publique dans le monde entier. Ces interventions préventives de base réduisent le besoin de traitements évitables et plus coûteux (comme l'hospitalisation, les visites aux urgences et les visites chez le médecin). Au Canada, il existe de nombreux vaccins efficaces mais actuellement non financés qui ont été approuvés par Santé Canada et évalués par le Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI) pour des états comme le zona, les gastroentérites et les maladies liées aux VPH chez l'homme. C'est pourquoi Merck recommande au gouvernement d'engager des investissements stratégiques dans l'amélioration des effets sur la santé et de réduire en même temps les dépenses évitables de santé en adoptant un mécanisme permanent pour financer l'adoption en temps opportun des vaccins recommandés par le CCNI. Le financement fédéral de ce mécanisme est nécessaire, à hauteur de 100 millions de dollars par an.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Le Canada est confronté à des difficultés de productivité depuis quelques années. Comme l'a souligné l'OCDE, la productivité globale du Canada est stagnante et a même reculé depuis 2002, alors que celle des États-Unis a augmenté de 30 % au cours des 20 dernières années. L'un des principaux facteurs qui expliquent un tel écart est le piètre rendement de la commercialisation des innovations sur les marchés afin de réaliser les bénéfices de leur adoption. Il existe des technologies précieuses, mais elles sont sous-utilisées ou indisponibles, surtout dans le contexte du système de santé. La productivité de la main-d'œuvre est un moteur clé de la concurrence, qui est au cœur des résultats économiques du Canada et de ses perspectives futures. Assurer la santé de nos travailleurs et de nos populations est un impératif économique si nous voulons améliorer le bilan du Canada en matière de productivité. Des soins de santé de grande qualité doivent être accessibles à qui en a besoin. Les maladies et les états pathologiques évitables compromettent la capacité du système à fournir des soins de santé d'envergure mondiale de manière durable à long terme. Les maladies – et en particulier les maladies chroniques – sont un boulet pour l'économie, soulignant le besoin d'investir dans les interventions de santé qui favorisent une population active productive capable d'apporter toute sa contribution à l'activité économique au Canada. Cela permettra également d'alléger le fardeau d'autres composantes du système de soins de santé, qui revêtiront une importance de plus en plus grande à mesure que la population canadienne vieillit (voir notre réponse à la question 3 à ce sujet). Les vaccins sont un investissement dans la prévention et l'évitement des traitements coûteux à l'avenir. Les efforts déployés au préalable par le fédéral dans ce secteur ont été concluants, mais il existe toujours un écart entre le nombre de vaccins approuvés par Santé Canada et recommandés par des entreprises autonomes et les infrastructures financières qui garantissent leur utilisation dans le système de santé. Le leadership exercé par le fédéral

pour faciliter l'accès à des immunisations rentables garantira que les travailleurs canadiens sont en meilleure santé pour pouvoir mieux travailler, produire et investir. Merck recommande que le fédéral réitère son engagement à l'égard de l'immunisation à hauteur de 100 millions de dollars par an, en établissant un mécanisme public permanent de financement des vaccins lié aux recommandations indépendantes du Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI).

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Aucun.